ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 3 Ἰανουαρίου **1956**	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου **2**

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

Ν. 3476. Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις ὑπογραφείσης τὴν 11ην Σεπτεμβρίου 1954 Μορφωτικῆς Συμβάσεως μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἰταλίας 1

Ν. 3477. Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Παρισίοις ὑπογραφείσης τὴν 30ὴν Ἰουνίου 1954 Συμβάσεως ἀνταλλαγῆς μαθητευομένων μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Γαλλίας 2

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 3476.

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις ὑπογραφείσης τὴν 11ην Σεπτεμβρίου 1954 Μορφωτικῆς Συμβάσεως μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἰταλίας.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ἐν Ἀθήναι ὑπογραφεῖσα τὴν 11ην Σεπτεμβρίου 1954 Μορφωτικὴ Σύμβασις μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἰταλίας, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἡ ἰσχὺς τῆς Συμβάσεως ἄρχεται τὴν δεκάτην πέμπτην ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Δεκεμβρίου 1955

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ **ΣΠ. ΘΕΟΤΟΚΗΣ**

ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ Θ. **Α. ΓΕΡΟΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Δεκεμβρίου 1955

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ

ACCORD CULTUREL

Entre l'Italie et la Grèce.

Le Gouvernement Royal Hellénique et le Gouvernement Italien.

Désireux de conclure un accord dans le but de favoriser par le moyen d'une amicale coopération et d'échanges, l'entente la plus complète possible entre leurs Pays respectifs dans le domaine intellectuel, artistique et scientifique, ainsi que la connaissance mutuelle des institutions et de la vie sociale de leurs Pays.

Ont en conséquence nommé, dans ce but, des Plénipotentiaires qui dûment mandatés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

Chaque Gouvernement contractant s'emploiera de son mieux à assurer la création, dans les Universités ou autres Etablissements d'enseignement, équivalents aux Universités, situés sur son territoire de chaires, cours ou conférences traitant de la langue, de la littérature, de l'histoire et de la géographie du pays de l'autre Gouvernement contractant ainsi que de tous autres sujets qui s'y rapportent.

Article 2.

Chaque Gouvernement contractant pourra établir des instituts culturels sur le territoire de l'autre, à condition de se conformer aux dispositions générales de la législation du Pays réglant l'établissement de tels instituts.

Article 3.

Les Gouvernements contractants encourageront les échanges, entre leurs Pays respectifs, de personnel universitaire, de professeurs d'étudiants, de chercheurs scientifiques, de techniciens et de réprésentants d'autres professions et activités.

Article 4.

Si les droits d'inscription aux Universités ou aux Instituts scientifiques d'un Gouvernement contractant ainsi que toute autre taxe analogue sont plus élevés dans un Pays que dans l'autre, le Gouvernement contractant du Pays, où les droits ou taxes sont le plus élevés, envisagera la possibilité de les réduire, pour un nombre déterminé d'étudiants, au montant en vigueur dans les Pays de l'autre Partie contractante, en tenant compte du nombre d'étudiants de son propre Pays qui étudient dans l'autre.

Article 5.

Chaque Gouvernement contractant pourra instituer des subsides et des bourses d'études afin de permettre aux étudiants et aux diplomés du Pays de l'autre Gouvernement contractant de passer un certain temps dans le Pays du premier, dans le but d'y entreprendre des études ou des recherches ou de parfaire leur formation technique.

Article 6.

Les Gouvernements contractants encourageront autant que possible la collaboration la plus étroite entre les Institutions culturelles de leurs Pays respectifs en vue d'une assistance mutuelle dans le domaine des activités intellectuelle, artistique, scientifique, et sociale.

Article 7.

Chaque Gouvernement contractant facillitera, à la demande de l'autre Partie, et dans la mesure où cela sera pratiquement possible les recherches scientifiques et culturelles faites sur son territoire par les nationaux ou un groupe de nationaux de l'autre Partie.

Article 8.

Les Gouvernements contractants étudieront les conditions dans lesquelles pourra être reconnue l'equivalence des examens les examens d'admission aussi bien que les examens de promotion subis, en vue d'obtenir un grade académique reconnu par l'Etat ou, dans des cas, déterminés, dans un but professionnel, dans le territoire de l'un ou de l'autre Pays avec les épreuves qui y correspondent dans l'autre.

Article 9.

Chaque Gouvernement contractant encouragera l'institution de cours de vacances destinés au personnel universitaire, aux professeurs, aux étudiants ainsi qu' aux élèves (a) d'un Pays sur le territoire de l'autre et (b), inversement, de ce dernier Pays sur le territoire du premier.

Article 10.

Les Gouvernements contractants encourageront, au moyen d'invitations et de subsides, les visites réciproques de délégations désignées à cet effet dans le but de promouvoir la collaboration culturelle et professionelle.

Article 11.

Les Gouvernements contractants encourageront la coopération entre les organisations de jeunesse et les organisations d'adultes, qui poursuivent un but éducatif et qui sont reconnues par leur Pays respectifs.

Ils favorisent le rapprochement les rencontres et l'aide réciproque dans le domaine des sports et du scoutisme et organiseront des voyages et des camps de scoutisme.

Article 12.

Les Gouvernements contracatnts se prêteront assistance mutuelle afin d'assurer dans chaque Pays une meilleure connaissance de culture de l'autre, au moyen:

a) de livres, de périodiques et d'autres publications;

b) de conférences et de concerts;

c) d'expositions d'art et d'autres expositions à caractère culturel;

d) de représentations dramatiques;

e) de la radio, de films, de disques et d'autres moyens mécaniques.

f) les deux Gouvernements accorderont toutes les facilités possibles à l'interchange des films de caractère culturel, didactique, documentaire, artistique, scientifique, technique, retrospectifs et d'actualité à projeter particulièrement à l'occasion de manifestations artistiques et culturelles.

Article 13.

Les Gouvernements contractants se prêteront assistance pour:

L'échange des objets anciens et de musée dont les deux Pays prossèdent des pièces en surplûs;

Informer les spécialistes intéressés de chaque des deux Pays des travaux de recherches et de fouilles archéologiques, de la réparation ou de la restauration des monuments historiques, ou les inviter à prendre part à ces travaux, assurant ainsi la coopération mutuelle soit dans l'éxécution des travaux, soit dans l'appréciation des résultats obténus;

L'autorisation réciproque, dans le cadre des législations réspectives des deux Pays contractants, de tirer des moulages du matérial ancien et de musée, de photocopier les manuscrits conservés dans les bibliothèques de transmettre les dits manuscrits à titre provisoire et d'en échanger les exemplaires en surplus, ainsi que d'utiliser les documents et les régistres de toutes sortes des archives d'Etat (y compris les archives de tribunaux et du cadastre) pour les études d'histoire.

Article 14.

Les Gouvernements contractants veilleront dans les limites consenties par la législation intérieure respective, à ce que les manuels scolaires publiès dans les

deux Pays, ne contiennent pas d'inexactitudes ayant trait à chacun des deux Pays.

Article 15.

Les Gouvernements contractants se consulteront sur l'opportunité d'encourager des réunions d'experts et des conférences pour l'étude des problèmes culturels et scientifiques intéressant la zone géographique dans laquelle sont compris les deux Pays.

Article 16.

Il sera constitué, en vue de l'application du présent Accord une Commission Mixte Permanente comprenant dix membres qui ne doivent pas nécessairement être tous des fonctionnaires. Cette Commission comprendra deux sections, l'une composés de membres italiens et siégeant à Rome l'autre composée de membres grecs et siégeant à Athènes. Chaque section comprendra cinq membres. Le Ministère Italien des Affaires Etrangères d'accord avec le Ministère italien de l'Instruction Publique; désignera les membres de la section italienne et le Ministère hellénique de l'Instruction Publique, d'accord avec le Ministère Hellénique des Affaires Etrangères, désignera les membres de la section grecque. Chaque liste sera transmise pour approbation à l'autre Gouvernement contractant par la voie diplomatique.

La Commission Mixte Pemanente pourra de chaque côté s'adjoindre des experts à titre de conseillers techniques.

Article 17.

La Commission Mixte Permanente se réunira en séance plénière chaque fois que la nécessité s'en fera sentir et au moins une fois par an, alternativement en Italie et en Grèce. Dans ce cas, la Commission Mixte sera presidée par un onzième membre qui sera désigné par le Gouvernement du Pays dans la capitale duquel la réunion aura lieu.

Article 18.

Une des premières taches de la Commission Mixte sera de precéder, au cours d'une séance plénière, à l'élaboration de propositions détaillées pour l'application du présent Accord.

Article 19.

Chaque Gouvernement contractant aura la possibilité de désigner des organisations ou des personnes pour procéder à l'éxécution des dispositions tombant sous l'application de cet Accord ou pour le faciliter.

Article 20.

Le présent Accord sera ratifié, il entrera en vigueur 15 jours après l'échange des instruments de ratification à Athènes.

Article 21.

Le présent Accord restera en vigueur pour une période de cinq ans au moins. Ultérieurement et à moins qu'il ne soit dénoncé par un des Gouvernements contractants, au moins six mois avant l'expiration de cette période, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la période de six mois qui suivra la date à laquelle une des Parties contractantes aura notifié sa dénonciation.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Athènes, le 11 Septembre 1954.

Pour le Gouvernement Grec — Pour le Gouvernement Italien

S. STEPHANOPOULOS — CASTO CARUSO

ΜΟΡΦΩΤΙΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ

μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἰταλίας.

Ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἰταλίας, ἐπιθυμοῦσαι τὴν σύναψιν συμβάσεως ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως ἐνισχύσουν διὰ φιλικῆς συνεργασίας καὶ ἀνταλλαγῶν, τὴν καλυτέραν δυνατὴν συνεννόησιν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν εἰς τὸ πλευματικόν, καλλιτεχνικὸν καὶ ἐπιστημονικὸν πεδίον, ὡς καὶ τὴν ἀμοιβαίαν γνωριμίαν των καὶ τῆς κοινωνικῆς ζωῆς τῶν δύο χωρῶν, ὥρισαν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον πληρεξουσίους, οἵτινες δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεώς των συνωμολόγησαν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον 1.

Ἑκάστη συμβαλλομένη Κυβέρνησις θὰ καταβάλῃ κάθε προσπάθεια, ἵνα ἐξασφαλίσῃ εἰς τὰ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους της Πανεπιστήμια ἢ ἕτερα ἐκπαιδευτικὰ ἱδρύματα ἰσότιμα τῶν Πανεπιστημίων, τὴν σύστασιν ἑδρῶν μαθημάτων ἢ διαλέξεων πραγματευομένων περὶ τῆς γλώσσης, τῆς λογοτεχνίας, τῆς ἱστορίας καὶ τῆς γεωγραφίας τῆς χώρας τῆς ἑτέρας συμβαλλομένης Κυβερνήσεως, ὡς καὶ περὶ παντὸς ἄλλου σχετικοῦ πρὸς αὐτὴν θέματος.

Ἄρθρον 2.

Ἑκάστη συμβαλλομένη Κυβέρνησις, θὰ δύναται νὰ συνιστᾷ μορφωτικὰ ἱδρύματα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ἑτέρας, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι θὰ συμμορφοῦται πρὸς τὰς γενικὰς διατάξεις τῆς νομοθεσίας τῆς χώρας τὰς κανονιζούσας τὰ τῆς συστάσεως τῶν τοιούτων ἱδρυμάτων.

Ἄρθρον 3.

Αἱ συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θέλουσι ἐνθαρρύνῃ τὴν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἀνταλλαγὴν πανεπιστημιακοῦ προσωπικοῦ, καθηγητῶν, φοιτητῶν, ἐπιστημόνων ἐρευνητῶν, τεχνικῶν καὶ ἐκπροσώπων ἄλλων ἐπαγγελμάτων καὶ δραστηριοτήτων.

Ἄρθρον 4.

Ἐὰν τὰ τέλη ἐγγραφῆς εἰς τὰ Πανεπιστήμια καὶ τὰ Ἐπιστημονικὰ ἱδρύματα τῆς μιᾶς τῶν συμβαλλομένων Κυβερνήσεων, ὡς καὶ πᾶσα ἄλλη ἀνάλογος εἰσφορὰ εἶναι βαρύτεραι εἰς τὴν μίαν παρὰ εἰς τὴν ἑτέραν χώραν, ἡ συμβαλλομένη Κυβέρνησις τῆς χώρας ὅπου τὰ τέλη ἐγγραφῆς καὶ αἱ εἰσφοραὶ εἶναι βαρύτεραι θ' ἀντιμετωπίσῃ τὴν δυνατότητα τῆς μειώσεως αὐτῶν, δι' ἕνα ὡρισμένον ἀριθμὸν σπουδαστῶν, εἰς τὸ ἰσχῦον εἰς τὴν ἑτέραν χώραν ὕψος, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψει τὸν ἀριθμὸν τῶν σπουδαστῶν τῆς ἰδίας αὐτῆς χώρας, οἵτινες φοιτοῦν εἰς τὴν ἑτέραν.

Ἄρθρον 5.

Ἑκάστη συμβαλλομένη Κυβέρνησις θὰ δύναται νὰ παραχωρήσῃ ἀρωγὰς καὶ ὑποτροφίας, ἵνα ἐπιτρέψῃ εἰς τοὺς σπουδαστὰς καὶ πτυχιούχους τῆς χώρας τῆς ἑτέρας συμβαλλομένης Κυβερνήσεως νὰ διατρίβωσιν ἐπὶ ὡρισμένον χρονικὸν διάστημα εἰς τὴν χώραν τῆς πρώτης ἐπὶ τῷ σκοπῷ σπουδῶν ἢ ἐρευνῶν ἢ τελειοποιήσεως τῆς τεχνικῆς αὐτῶν καταρτίσεως.

Ἄρθρον 6.

Αἱ συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θέλουν ἐνθαρρύνει ὅσον εἶναι δυνατὸν τὴν στενωτέραν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν Μορφωτικῶν ἱδρυμάτων τῶν δύο χωρῶν πρὸς ἐπίτευξιν μιᾶς ἀμοιβαίας βοηθείας εἰς τὸν πνευματικόν, καλλιτεχνικόν, ἐπιστημονικὸν καὶ κοινωνικὸν τομέα.

Ἄρθρον 7.

Ἑκάστη τῶν συμβαλλομένων Κυβερνήσεων θέλει διευκολύνει τῇ αἰτήσει τῆς ἑτέρας καὶ ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ πρακτικῶς δυνατοῦ τὰς ἐπιστημονικὰς καὶ μορφωτικὰς ἐρεύνας τὰς γιγνομένας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους της παρὰ τῶν ὑπηκόων ἢ ὁμάδος ὑπηκόων τῆς ἑτέρας.

Ἄρθρον 8.

Αἱ συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θέλουν μελετήσει τοὺς ὅρους ὑπὸ τοὺς ὁποίους θὰ δύναται νὰ ἀναγνωρισθῇ ἡ ἰσοτιμία τῶν ἐξετάσεων, εἰσαγωγικῶν καὶ τμηματικῶν, τὰς ὁποίας ὑπέστησαν μὲ σκοπὸν τὴν ἀπόκτησιν πτυχίου τινὸς

ἀνεγνωρισμένου ὑπὸ τοῦ Κράτους ἢ εἰς ὡρισμένας περιπτώσεις μὲ σκοπὸν ἐπαγγελματικόν, εἰς τὸ ἔδαφος τῆς μιᾶς ἢ τῆς ἑτέρας χώρας, μετὰ δοκιμασίαν, ἥτις ἀντιστοιχεῖ εἰς τὴν ἑτέραν.

Ἄρθρον 9.

Ἑκάστη συμβαλλομένη Κυβέρνησις θέλει ἐνθαρρύνει τὴν ἵδρυσιν θερινῶν μαθημάτων διὰ τὸ πανεπιστημιακὸν προσωπικόν, καθηγητὰς, σπουδαστὰς ὡς καὶ διὰ τοὺς μαθητὰς α) τῆς μιᾶς χώρας εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ἄλλης καὶ β) ταναπαλιν τῆς τελευταίας ταύτης εἰς τὸ ἔδαφος τῆς πρώτης.

Ἄρθρον 10.

Αἱ συμβαλλόμεναι κυβερνήσεις θέλουν ἐνισχύσει διὰ προσκλήσεων καὶ ἀρωγῶν τὰς ἀμοιβαίας προσκλήσεις ἀντιπροσωπειῶν, ὁρισθεισῶν πρὸς τοῦτο, πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως ἐνισχύσουν τὴν μορφωτικὴν καὶ ἐπαγγελματικὴν συνεργασίαν.

Ἄρθρον 11.

Αἱ συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θέλουν ἐνθαρρύνει τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν Ὀργανώσεων Νέων καὶ τῶν ὀργανώσεων ἐνηλίκων αἵτινες ἔχουν ἐκπαιδευτικὸν σκοπὸν καὶ αἵτινες τυγχάνουν ἀνεγνωρισμέναι ὑπὸ τῆς ἰδίας αὐτῶν χώρας.

Εὐνοοῦν τὴν προσέγγισιν, τὰς συναντήσεις καὶ τὴν ἀμοιβαίαν βοήθειαν εἰς τὸ πεδίον τοῦ ἀθλητισμοῦ καὶ τοῦ προσκοπισμοῦ καὶ θέλουν ὀργανώσει ταξείδια καὶ προσκοπικὰς κατασκηνώσεις.

Ἄρθρον 12.

Αἱ συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θέλουν παράσχει ἀμοιβαίαν βοήθειαν ἵνα ἐπιτύχουν εἰς ἑκάστην χώραν μίαν καλυτέραν γνωριμίαν τοῦ πολιτισμοῦ τῆς ἑτέρας διά :

α) βιβλίων, περιοδικῶν καὶ ἄλλων δημοσιευμάτων,

β) διαλέξεων καὶ συναυλιῶν,

γ) καλλιτεχνικῶν ἐκθέσεων καὶ ἄλλων ἐκθέσεων μορφωτικοῦ χορακτῆρος,

δ) θεατρικῶν παραστάσεων,

ε) ραδιοφωνίας, κινηματογράφου, δίσκων γραμμοφώνου καὶ ἄλλων μηχανικῶν μέσων,

στ) Αἱ Κυβερνήσεις θέλουν παράσχει πᾶσαν δυνατὴν διευκόλυνσιν διὰ τὴν ἀνταλλαγὴν κινηματογραφικῶν ταινιῶν ἐκπολιτιστικοῦ, διδακτικοῦ, μορφωτικοῦ, καλλιτεχνικοῦ, ἐπιστημονικοῦ, τεχνικοῦ χαρακτῆρος ὡς καὶ ἐπικαίρων πρὸς προβολὴν εἰδικῶς ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ καλλιτεχνικῶν καὶ μορφωτικῶν ἐκδηλώσεων.

Ἄρθρον 13.

Αἱ συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θέλουν παράσχῃ ἀμοιβαίας βοηθείας πρός :

Ἀνταλλαγὴν ἀρχαίων ἀντικειμένων καὶ ἀντικειμένων Μουσείων τῶν ὁποίων αἱ δύο χῶραι κατέχουν πλεονάζοντα τεμάχια.

Παροχὴν πληροφοριῶν πρὸς τοὺς ἐνδιαφερομένους εἰδικοὺς ἑκάστης τῶν δύο χωρῶν περὶ τῶν ἐρευνῶν καὶ τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀνασκαφῶν περὶ τῶν ἐπισκευῶν ἢ ἀναστηλώσεων ἱστορικῶν μνημείων, ἢ προσκαλοῦντες αὐτοὺς νὰ λάβουν μέρος εἰς τὰς ἐργασίας αὐτάς, ἐξασφαλίζοντες τοιουτοτρόπως τὴν ἀμοιβαίαν συνεργασίαν τόσον κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐργασιῶν ὅσον καὶ κατὰ τὴν ἐκτίμησιν τῶν ἐπιτευχθέντων ἀποτελεσμάτων.

Τὴν χορήγησιν ἀδείας ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῆς νομοθεσίας τῶν δύο συμβαλλομένων χωρῶν, λῆψ ν ἐκμαγείων τῶν ἀρχαίων ἀντικειμένων καὶ ἀντικειμένων τῶν Μουσείων, τὴν φωτογράφισιν ὑπαρχόντων εἰς τὰς βιβλιοθήκας χειρογράφων τὴν προσωρινὴν διάθεσιν τῶν ἐν λόγῳ χειρογράφων καὶ τὴν ἀνταλλαγὴν τῶν πλεοναζόντων ἀντικειμένων ὡς καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν ἐγγράφων καὶ μητρώων τῶν πάσης φύσεως Ἀρχείων τοῦ Κράτους (συμπεριλαμβανομένων τῶν ἀρχείων τῶν δικαστηρίων καὶ κτηματολογίων) δι' ἱστορικὰς μελέτας.

Ἄρθρον 14.

Αἱ συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θέλουν ἐπαγρυπνήσει, ἐντὸς τῶν ἐπιτρεπομένων ὑπὸ τῶν ἐσωτερικῶν των νομοθεσιῶν ὁρίων, οὕτως ὥστε τὰ εἰς τὰς δύο χώρας δημοσιευόμενα σχολικὰ βιβλία νὰ μὴ περιέχουν ἀνακριβείας ἀφορώσας ἑκάστην χώραν.

Ἄρθρον 15.

Αἱ συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θὰ συμβουλεύωνται ἀλλήλας ἐπὶ τῆς δυνατότητος ἐνθαρρύνσεως τῶν συγκεντρώσεων ἐμπειρογνωμόνων καὶ τῶν συναντήσεων διὰ τὴν μελέτην τῶν μορφωτικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν προβλημάτων τῶν ἐνδιαφερόντων τὴν γεωγραφικὴν ζώνην ἐντὸς τῆς ὁποίας περιλαμβάνονται αἱ δύο χῶραι.

Ἄρθρον 16.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμβάσεως θέλει συσταθῆ μία Μόνιμος Μικτὴ Ἐπιτροπή, ἥτις θὰ περιλαμβάνῃ δέκα μέλη, ἅτινα δὲν εἶναι ὑποχρεωτικὸν νὰ εἶναι ὅλα δημόσιοι ὑπάλληλοι.

Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη θὰ περιλαμβάνῃ δύο τμήματα ἓν ἀποτελούμενον ἀπὸ μέλη ἰταλικὰ καὶ ἑδρεῦον ἐν Ρώμῃ καὶ τὸ ἕτερον ἀποτελούμενον ἀπὸ ἑλληνικὰ μέλη καὶ ἑδρεῦον ἐν Ἀθήναις.

Ἕκαστον τμῆμα θὰ περιλαμβάνῃ πέντε μέλη. Τὸ ἰταλικὸν Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν ἀπὸ συμφώνου μετὰ τοῦ ἰταλικοῦ Ὑπουργείου Δημοσίας Ἐκπαιδεύσεως θέλουν καθορίσει τὰ μέλη τοῦ ἰταλικοῦ τμήματος καὶ τὸ Ἑλληνικὸν Ὑπουργεῖον τῆς Ἐθνικῆς Παιδείας ἀπὸ συμφώνου μετὰ τοῦ Ἑλληνικοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν θέλουν καθορίσει τὰ μέλη τοῦ ἑλληνικοῦ τμήματος. Ἕκαστος πίναξ θὰ διαβ βάζεται πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὴν ἑτέραν τῶν συμβαλλομένων Κυβερνήσεων διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἡ Μόνιμος Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ δύναται νὰ προσλαμβάνῃ ἑκατέρωθεν ἐμπειρογνώμονας ὡς τεχνικοὺς συμβούλους.

Ἄρθρον 17.

Ἡ Μόνιμος Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ συνέρχεται ἐν ὁλομελείᾳ ὁπότε ἤθελεν κριθῆ τοῦτο ἀναγκαῖον καὶ τοὐλάχιστον ἅπαξ τοῦ ἔτους ἐναλλὰξ ἐν Ἑλλάδι καὶ Ἰταλίᾳ.

Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ προεδρεύηται ὑπὸ ἐνδεκάτου μέλους, ὅπερ θὰ διορίζεται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας εἰς τὴν πρωτεύουσαν τῆς ὁποίας ἡ συγκέντρωσις θέλει λάβῃ χώραν.

Ἄρθρον 18.

Ἓν ἐκ τῶν πρώτων μελετημάτων τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς κατὰ τὴν διάρκειαν συνεδριάσεως ἐν ὁλομελείᾳ, θὰ εἶναι ἡ ἐπεξεργασία τῶν λεπτομερῶν προτάσεων διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 19.

Ἑκάστη Κυβέρνησις θὰ ἔχῃ τὴν δυνατότητα νὰ ὁρίζῃ ὀργανισμοὺς ἢ πρόσωπα διὰ νὰ προβοῦν εἰς τὴν ἐκτέλεσιν διατάξεων τῶν ὁποίων ἡ ἐφαρμογὴ προβλέπεται ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως, ἢ διὰ νὰ διευκολύνουν ταύτην.

Ἄρθρον 20.

Ἡ παροῦσα σύμβασις θέλει κυρωθεῖ, θὰ ἰσχύσῃ δὲ δεκαπέντε ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἐν Ἀθήναις.

Ἄρθρον 21.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει ἰσχύει διὰ μίαν περίοδον τοὐλάχιστον πέντε ἐτῶν. Μετὰ ταῦτα καὶ ἐὰν δὲν καταγγελθῆ ὑπὸ μιᾶς τῶν συμβαλλομένων Κυβερνήσεων, τοὐλάχιστον ἓξ μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τῆς περιόδου τούτης, θέλει παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ μέχρι τῆς λήξεως μιᾶς ἑξαμήνου περιόδου ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἕν τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἤθελε γνωστοποιήσει καταγγελίαν αὐτῆς.

Εἰς πίστωσιν οἱ ὑπογεγραμμένοι Πληρεξούσιοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν σύμβασιν καὶ ἐπέθεσαν ἐπ' αὐτῆς τὰς σφραγίδας των.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν ἐν Ἀθήναις τῇ 11ῃ Σ)βρίου 1955.

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν Διὰ τὴν Ἰταλικὴν Κυβέρνησιν

Σ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ CASTO CARUSO

(2)

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 3477.

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Παρισίοις ὑπογραφείσης τὴν 30ὴν Ἰουνίου 1954 Συμβάσεως ἀνταλλαγῆς μαθητευομένων μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Γαλλίας.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη νόμιμον ἰσχὺν ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Παρισίοις τὴν 30ὴν Ἰουνίου 1954 Σύμβασις ἀνταλλαγῆς μαθητευομένων μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Γαλλίας, ἧς ἔπεται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἑλληνικῇ μεταφράσει τὸ κείμενον.

Ἡ ἰσχὺς τῆς Συμβάσεως ἀρχεται ἀπὸ τὴν 1ην Σεπτεμβρίου 1954.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Δεκεμβρίου 1955

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΣΠ. ΘΕΟΤΟΚΗΣ

ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΡΓΑΣΙΑΣ
Σ. ΠΟΛΥΖΩΓΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Δεκεμβρίου 1955

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ

Accord Relatif a l' Admission des Stagiaires en Grèec et en France.

Le Gouvernement de la Grèce et le Gouvernement de la République Française, désireux de favoriser la formation de stagiaires grecs et français au point de vue professionnel, ont arrête d' un commun accord les dispositions suivants :

Article 1er.

a) Le présent accord s' applique aux stagiaires c'est à -dire aux ressortissants de l'une des Parties Contractantes qui se rendent sur le territoire de l'autre Partie Contractante afin de perfectionner leurs connaissances linguistique et professionnelles en occupant un emploi chez un employeur.

b) Les stagiaires peuvent être de l'un ou de l'autre sexe et être employés à des activités mannelles ou intellectuelles. En principe, ils ne doivent pas avoir dépassé l'âge de 30 ans.

c) Les stagiaires seront autorisès â occuper un emploi dans les conditions fixées pas les articles ci-àprès sans que la situation du marché du travail dans leur profession puisse être prise en considération et sous réserve des dispositions législatives ou administratives règlementant 18 emploi des étrangers dans certaines professions.

Article 2.

a) L'autorisation de stage est accordée en principe pour une période ne dépassant pas un an .Cette période peut exceptionnellement être prolongée de six mois.

b) En principe, à l'expiration de leur période de stage, les stagiaires ne doivent pas rester sur le territoire du pays où ce stage a été effectué, dans le dessein d'y occuper un emploi.

Article 3.

a) Le mombre des stagiaires pouvant être admis dans chacun des deux Etats ne doit pas dépasser 50. Il peut être modifié en vertu d'un accord qui doit inter venir entre les Parties Contractantes le Ier décembre au plus, pour l'année suivante.

b) L'anné se compte du Ier janvier au 31 décembre. Toutefois, le contingent total de 50 stagiaires pourra être admis entre la date d' entrée en vigueur du présent accord et le 31 décembre de l'année considérée.

c) Par dérogation aux stipulations qui précédent, les ressortissants de l'une des deux Parties Contractantes résidant sur le territoire de l'autre peuvent être admis au titre de stagiaires en sus de contingent fixé par l'alinéa a).

d) Pour le calcul du contingent annuel ne sont pas comptés les stagiaires nommés au cours de l'année précèdente et dont le stage n'est pas achevé.

e) Au cas où l'une des Parties Contractantes n'utiliserait pas ou cours d'une annèe déterminée le contingent total fixé par l'alinéa à l'autre Partie ne pourrait pas ramener à un nombre équivalent le contingent envoyé par elle sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Article 4.

a) Les Parties Contractantes s' engagent à ne délivrer d' autorisations d' emploi en faveur des stagiaires accueillis sur leur territoire sans s' être assurées que ceux -ci disposeront de ressources suffisantes pendant la période d'emploi.

b) Les autorisations d' emploi en faveur des stagiaires sont accordées sur les bases suivantes :

-lorsque le stagiaire est autorisé à accomplir un travail normalement exécuté par un travailleur ordinaire, il a droit au salaire courant et normal dans la profession et la region où il est employé ;

-tous autres stagiaires doivent recevoir de leurs employeurs une indemnité de subsistance raisonnable dès leur arrivée.

Article 5.

a) Les stagiaires jouissent de l'égalité de traitement avec les ressortissants du pays du lieu de travail pour tout ce qui concerne l'application des lois, règlements et usages régissant la sécurilé l' hygiène et les conditions de travail.

b) Les stagiaires et leurs employeurs sont tenus de se conformer aux instructions en vigueur en matière de sécurité sociale.

Article 6.

Les stagiaires qui désirent bénéficier des dispositions du présent accord doivent s'adresser à l'autorité chargée dans leur Etat de centraliser ces demandes conformément aux dispositions de l'article 9. Ils doivent donner dans leur demande toutes les précisions nécessaires et faire connaitre, les cas échéant, l'établissement dans lequel ils veulent être employés. Il appartient à cette autorité d'examiner s'il y a lieu de transmettre le dossier à l'autorité correspondante de l' autre Etat.

Article 7

En vue d'atteindre le but fixé par le présent accord et d' aider dans la mesure de possible les candidats stagiaires qui ne seraint pas en mesure de trouver, par leurs propres moyens, d'employeur disposé à les utiliser comme stagiaires, les Parties Contractantes s' engagent à faciliter l' échange des stagiaires soit par l' établissement d' un bureau centralisateur changé de veiller à l'application du présent accord, soit par tous autres moyens appropriés avec l' aide des organisations s'intéressant à l' échange de stagiaires.

Article 8.

Les autorités compétentes des deux Etats feront tout leur possible pour assurer l' instruction des demandes dans les plus courts délais.

Article 9.

Dans le mois qui suivra la mise en vigueur du présent accord, les Parties Contractantes se ferent connaitre par la voie diplomatique là ou les autorités chargées de centraliser les demandes présentées par leurs nationaux et de donner une suite aux demandes émanant de l' autre Etat.

Article 10.

a) Aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée comme affectant l'obligation de toute personne de se conformer aux lois et réglements en vigueur, dans les territoires des Parties Contractantes, concernant l'entrée, le séjour et la sortie des ressortissants d' autres pays.

b) Les autiorités compétentes feront tous leurs efforts pour que les décisions des autorités administratives concernant l'entrée et le séjour des stagiaires admis intervinnent d'urgence. Elles s'efforceront également d' aplanir avec la plus grande rapidité les difficultés qui pourraient surgir à propos de l'entrée et du séjour des stagiaires.

Article 11.

a) Le présent accord entrera en vigueur lorsque chacune des deux PartiesC ontractantes l'aura approuvé dans les formes de son droit interne et à une date qui sera fixée d' un commun accord entre les deux Gouvernements. Il restera en vigueur jusqu' au 31 décembre de l'année de sa prise d'effet.

b) Il sera propogé ensuite par tacite reconduction et chaque fois pour une nouvelle année, à moins qu' il ne soit déncocé par l' une des Parties Contractantes avant le ler juillet pour la fin de l'année

c) Toutefois, en cas de denonciation, les autorisations accordées en vertu du présent accord restent valables.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 30 juin 1954.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Περὶ Εἰσδοχῆς ἐν Γαλλίᾳ καὶ ἐν Ἑλλάδι Μαθητευομένων.

Αἱ Κυβερνήσεις τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των ὅπως ἐνισχύσωσι τὸν καταρτισμὸν Ἑλλήνων καὶ Γάλλων μαθητευομένων ἀπὸ ἀπόψεως ἐπαγγελματικῆς συνεφώνησαν καὶ συναπεδέχθησαν τὰς ἀκολούθους διατάξεις :

Ἄρθρον 1.

1. Ἡ παροῦσα συμφωνία ἐφαρμόζεται ἐπὶ τῶν Μαθητευομένων ἤτοι ἐπὶ τῶν πολιτῶν ἑκατέρων τῶν συμβαλλομένων μερῶν τῶν μεταβαινόντων εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου πρὸς τελειοποίησιν τῶν γλωσσικῶν καὶ ἐπαγγελματικῶν αὐτῶν γνώσεων τοποθετούμενοι εἰς ὑπηρεσίαν παρά τινι ἐργοδότῃ.

2. Οἱ μαθητεύομενοι δύνανται ν' ἀνήκουν εἰς ἀμφότερα φῦλα καὶ νὰ γίνηται χρησιμοποίησις τούτων εἰς χειρονακτικὰς ἢ διανοητικὰς ἐργασίας. Κατ' ἀρχὴν δέον οὗτοι νὰ μὴ ὑπερβαίνουν τὸ 30ὸν ἔτος τῆς ἡλικίας των.

3. Οἱ μαθητευόμενοι δύνανται νὰ καταλάβωσιν ὑπηρεσίαν τινὰ ὑπὸ τοὺς ὁριζομένους ἐν τοῖς κατωτέρω ἄρθροις ὅρους χωρὶς νὰ δύναται νὰ ληφθῇ ὑπ' ὄψιν ἡ κατάστασις τῆς ἀγορᾶς τῆς ἐργασίας ὡς πρὸς τὸ ἐπάγγελμά των καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν νομοθετικῶν ἢ διοικητικῶν διατάξεων τῶν διακανονιζουσῶν τὴν χρησιμοποίησιν τῶν ἀλλοδαπῶν εἰς ὡρισμένα ἐπαγγέλματα.

Ἄρθρον 2.

1. Ἡ ἄδεια τῆς μαθητεύσεως παρέχεται κατ' ἀρχὴν διὰ χρονικὸν διάστημα μὴ ὑπερβαῖνον τὸ ἓν ἔτος καὶ δυνάμενον ἐξαιρετικῶς νὰ παραταθῇ ἐπὶ ἓξ μῆνας.

2. Κατ' ἀρχὴν μετὰ τὴν λῆξιν τοῦ χρονικοῦ διαστήματος τῆς μαθητεύσεως αὐτῶν οἱ μαθητευόμενοι ὀφείλουσι νὰ μὴ παραμένουν εἰς τὸ ἔδαφος τῆς χώρας ἔνθα πραγματοποιεῖται ἡ μαθήτευσις ἐπὶ τῷ σκοπῷ καταλήψεως θέσεώς τινος ἐν αὐτῇ.

Ἄρθρον 3.

1. Ὁ ἀριθμὸς τῶν μαθητευομένων τῶν δυναμένων νὰ γίνωσι δεκτοὶ ἐν ἑκατέρᾳ τῶν δύο χωρῶν δέον νὰ μὴ ὑπερβαίνῃ τοὺς 50 δύναται ὅμως νὰ ἐπέλθῃ τροποποίησις τῆς διατάξεως ταύτης, δυνάμει συμφωνίας συναφθησομένης μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν κατὰ τὴν 1ην Δεκεμβρίου τὸ βραδύτερον διὰ τὸ ἑπόμενον ἔτος.

2. Τὸ ἔτος λογίζεται ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου, οὐχ ἧττον τὸ σύνολον τῶν 50 μαθητευομένων δύναται νὰ γίνῃ δεκτὸν μεταξὺ τῆς ἡμερομηνίας τῆς εἰς ἰσχὺν εἰσόδου τῆς παρούσης συμφωνίας καὶ τῆς 31ης Δεκεμβρίου τοῦ ἐν διανύσει ἔτους.

3. Κατὰ παράβασιν τῶν προηγουμένων διατάξεων καὶ ὅρων οἱ ὑπαγόμενοι εἰς τὴν δικαιοδοσίαν ἑκατέρου τῶν δύο συμβαλλομένων οἱ διαμένοντες ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου δύναται νὰ γίνωνται δεκτοὶ ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ μαθητευομένου ἐπὶ πλέον τοῦ ὁριζομένου ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 συνόλου μαθητευομένων.

4. Διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τοῦ ἐτησίου συνόλου δὲν ὑπολογίζονται οἱ κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν προηγουμένων ἐτῶν ὁρισθέντες μαθητευόμενοι τῶν ὁποίων ὁ χρόνος τῆς μαθητεύσεως δὲν ἔχει λήξει.

5. Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ἓν ἐκ τῶν συμβαλλομένων μερῶν δὲν ἤθελε χρησιμοποιήσει κατὰ τὴν διάρκειαν ὡρισμένου ἔτους ὁλόκληρον τὸ ὁριζόμενον ὑπὸ τῆς παραγράφου α' σύνολον μαθητευομένων, τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον μέρος δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ περιορίσῃ εἰς ἴσον ἀριθμὸν τὸ ὑπ' αὐτοῦ εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν σταλὲν σύνολον τῶν μαθητευομένων.

Ἄρθρον 4.

1. Τὰ συμβαλλόμενα μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ μὴ ἐκδίδουν ἀδείας ἐργασίας ὑπὲρ μαθητευομένων δεκτῶν γενομένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτῶν, χωρὶς νὰ ἐξασφαλισθῶσιν ὅτι οἱ τελευταῖοι οὗτοι θὰ διαθέτουν ἐπαρκῆ μέσα συντηρήσεώς των κατὰ τὴν περίοδον τῆς ἐργασίας.

2. Αἱ ἄδειαι ἐργασίας ὑπὲρ τῶν μαθητευομένων παρέχονται ἐπὶ τῶν ἑξῆς βάσεων :

α) Ὅταν ὁ μαθητεύομενος ἐξουσιοδοτῆται νὰ ἐκτελέσῃ ἐργασίαν κανονικῶς ἐκτελουμένην ὑπὸ συνήθους ἐργαζομένου δικαιοῦται τοῦ ἰσχύοντος κανονικοῦ μισθοῦ ὡς πρὸς τὸ ἐπάγγελμα καὶ τὴν περιοχὴν ἔνθα ἐργάζεται.

Πάντες οἱ ἄλλοι μαθητευόμενοι δέον νὰ λαμβάνουν παρὰ τοῦ ἐργοδότου των λογικὴν ἀποζημίωσιν συντηρήσεως ἀπὸ τῆς ἀφίξεώς των.

Ἄρθρον 5.

1. Οἱ μαθητευόμενοι ἀπολαύουσι τῆς αὐτῆς μεταχειρίσεως ὡς καὶ οἱ ὑπαγόμενοι εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τῆς χώρας τοῦ τόπου τῆς ἐργασίας διὰ πᾶν τὸ ἀφορῶν τὴν ἐφαρμογὴν τῶν Νόμων, κανονισμῶν καὶ ἐθίμων τῶν διεπόντων τὴν ἀσφάλειαν, τὴν ὑγιεινὴν καὶ τοὺς ὅρους τῆς ἐργασίας.

2. Οἱ μαθητευόμενοι καὶ οἱ ἐργοδόται ὑποχρεοῦνται νὰ συμμορφώνωνται πρὸς τὰς ἐν ἰσχύϊ ὁδηγίας ὡς πρὸς τὸ ζήτημα τῆς κοινωνικῆς ἀσφαλείας.

Ἄρθρον 6.

Οἱ ἐπιθυμοῦντες νὰ ἐπωφεληθῶσι τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας μαθητευόμενοι, ὀφείλουσι ν' ἀποτείνωνται πρὸς τὴν ἐν τῷ Κράτει αὐτῶν ἐπιφορτισμένην μὲ τὴν συγκέντρωσιν τῶν αἰτήσεων τούτων Ἀρχὴν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 9.Ὀφείλουσιν ἐπίσης οὗτοι νὰ παρέχωσιν ἐν τῇ αἰτήσει των ἁπάσας τὰς ἀναγκαίας καὶ ἀκριβεῖς πληροφορίας καὶ νὰ ὑποδεικνύουν ἐνδεχομένως τὸ κατάστημα ἢ ἵδρυμα εἰς τὸ ὁποῖον ἐπιθυμοῦν νὰ τοποθετη-

θοῦν πρὸς ἐργασίαν, ἐναπόκειται δὲ εἰς τὴν ἀρχὴν ταύτην νὰ ἐξετάσῃ ἐὰν συντρέχῃ περίπτωσις διαβιβάσεως τοῦ φακέλλου εἰς τὴν οἰκείαν παρὰ τῷ ἑτέρῳ Κράτει Ἀρχήν.

Ἄρθρον 7.

Ἐν ὄψει ἐπιτεύξεως τοῦ διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐπιδιωκομένου σκοποῦ καὶ ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ βοηθείας τῶν ὑποψηφίων μαθητευομένων οἱ ὁποῖοι δὲν θὰ ἦσαν εἰς θέσιν νὰ ἐξεύρωσι διὰ τῶν ἰδίων αὐτῶν μέσων ἐργοδότην νὰ χρησιμοποιήσῃ τούτους ὡς μαθητευομένους τὰ συμβαλλόμενα μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ διευκολύνωσι τὴν ἀνταλλαγὴν τῶν μαθητευομένων εἴτε διὰ τῆς ἐγκαταστάσεως συγκεντρωτικοῦ γραφείου, ἐπιφορτισμένου μὲ τὴν ἐπαγρύπνησιν ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης συμφωνίας, εἴτε διὰ παντὸς ἄλλου καταλλήλου μέσου μὲ τὴν βοήθειαν τῶν ἐνδιαφερομένων, διὰ τὴν ἀνταλλαγὴν μαθητευομένων, Ὀργανώσεων.

Ἄρθρον 8.

Αἱ ἁρμόδιαι τῶν δύο χωρῶν ἀρχαὶ θὰ πράττωσι πᾶν τὸ δυνατὸν διὰ τὴν ἐξέτασιν τῶν αἰτήσεων ἐντὸς τῶν βραχυτέρων προθεσμιῶν.

Ἄρθρον 9.

Ἐντὸς τοῦ ἑπομένου ἀπὸ τῆς εἰς ἰσχὺν εἰσόδου τῆς παρούσης Συμφωνίας μηνὸς τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ γνωστοποιήσωσι διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ τὴν ἀρχὴν ἢ τὰς ἀρχὰς αἵτινες εἶναι ἐπιφορτισμέναι μὲ τὴν συγκέντρωσιν τῶν ὑπὸ τῶν ὁμοεθνῶν των ὑποβαλλομένων αἰτήσεων καὶ νὰ δίδωσι συνέχειαν εἰς τὰς προερχομένας ἐκ τοῦ ἑτέρου Κράτους τοιαύτας.

Ἄρθρον 10.

1. Οὐδεμία διάταξις τῆς παρούσης συμφωνίας δύναται νὰ ἑρμηνεύηται ὡς ἐπηρεάζουσα τὴν ὑποχρέωσιν παντὸς προσώπου ὅπως συμμορφώνηται πρὸς τοὺς Νόμους καὶ τοὺς κανονισμοὺς τοὺς ἰσχύοντας ἐντὸς τῶν ἐδαφῶν τῶν συμβαλλομένων μερῶν, ἀναφορικῶς πρὸς τὴν εἴσοδον, τὴν διαμονὴν καὶ τὴν ἔξοδον τῶν εἰς τὴν δικαιοδοσίαν ἄλλων χωρῶν ὑπαγομένων.

2. Αἱ ἁρμόδιαι Ἀρχαὶ θὰ καταβάλλωσι πᾶσαν προσπάθειαν, ὅπως αἱ ἀφορῶσαι τὴν εἴσοδον καὶ παραμονὴν τῶν δεκτῶν γενομένων μαθητευομένων ἀποφάσεις τῶν διοικητικῶν Ἀρχῶν τίθενται ἐπειγόντως εἰς ἐφαρμογήν. Ὡσαύτως θὰ καταβάλλωσι προσπαθείας πρὸς διευθέτησιν μετὰ τῆς μεγαλειτέρας ταχύτητος τῶν δυσχερειῶν, αἵτινες θὰ ἠδύνατο νὰ προκύψωσιν ἀναφορικῶς πρὸς τὴν εἴσοδον καὶ παραμονὴν τῶν μαθητευομένων.

Ἄρθρον 11.

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ ἰσχύσῃ εὐθὺς ὡς ἑκάτερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ ἐγκρίνῃ ταύτην κατὰ τοὺς τύπους τοῦ ἐσωτερικοῦ αὐτοῦ δικαίου καὶ ἐντὸς ἡμερομηνίας ἡ ὁποία θὰ ὁρισθῇ κοινῇ συμφωνίᾳ μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεων, θὰ ἰσχύσῃ δὲ αὕτη μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου τοῦ ἐν διανύσει ἔτους.

2. Ἀκολούθως θὰ παρατείνηται διὰ σιωπηρᾶς ἀνανεώσεως (Tacite Reconduction) καὶ ἑκάστοτε δι' ἓν νέον ἔτος ἐκτὸς ἐὰν ἔχῃ καταγγελθῇ ὑφ' ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν πρὸ τῆς 1ης Ἰουλίου διὰ τὸ τέλος τοῦ ἔτους.

3. Πάντως ἐν περιπτώσει καταγγελίας αἱ δοθεῖσαι ἄδειαι δυνάμει τῆς παρούσης συμφωνίας παραμένουν ἔγκυροι.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν ἐν Παρισίοις τὴν 30ὴν Ἰουνίου 1954.

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Από 1 Ἰανουαρίου 1956 ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α΄. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

		Ἐσωτ.	Ἐξωτ.
1. Διὰ τὸ τεῦχος Α΄	Δρχ.	250	350
2. » » » Β΄	»	150	200
3. » » » Γ΄	»	150	200
4. » » Παράρτημα	»	150	200
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	400	500
6. » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»	»	150	200
7. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	100	150
8. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	1.000	1.500

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν ὡρίσθη ὡς ἑξῆς:

1. Διὰ τὸ τεῦχος Α΄	Δραχ	12,50
2. » » » Β΄	»	7,50
3. » » » Γ΄	»	7,50
4. » » Παράρτημα	»	7,50
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	20.—
6. » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.»	»	7,50
7. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	5.—
8. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	50.—

Β΄. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, ἐξαιρέσει εἰδικῶν περιπτώσεων, τιμᾶται δραχ. 2.

Γ΄. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α΄. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	3.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	500
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	»	300
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939	»	100
6. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
8. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ ἀναβολῆς συγκλήσεως τῶν γενικῶν συνελεύσεων τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	150
9. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	100
10. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	500
11. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	»	200
12. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000

Β΄. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης.

1. Τῶν Καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν Ἰσολογισμῶν	»	300

ΙΙ. Εἰς τὸ Παράρτημα:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	100
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων	»	200

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5 ο)ο.

Δ΄. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ · ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ